

Prévenir un „Sahelistan“

L'initiative Burkina-Sahel propose un ensemble d'activités d'accompagnement pour un pays clé de la région

Dans l'ombre de la crise du COVID19, la région du Sahel en Afrique vit des évolutions aigües, qui passent largement inaperçues auprès de l'opinion publique européenne. Depuis 2019, la terreur djihadiste s'est étendue à tel point qu'un effondrement de l'État au Mali et au Burkina Faso est devenu un scénario réaliste (*realistic worst case*). La stabilité du Burkina Faso joue un rôle particulier à cet égard. Comme au Mali, au Burkina Faso le monopole de l'usage de la force de l'État est fragilisé ou a été suspendu dans une grande partie du pays ; à l'heure actuelle, il semble avoir été remplacé par un nombre de groupes violents. Les tensions ethniques et religieuses s'accroissent dans le contexte d'une situation économique difficile. Des milliers d'institutions publiques dans le nord et l'est du pays étaient déjà fermées avant la crise du COVID19 ; près d'un million de Burkinabè sont des déplacés internes et un nombre encore plus important sont dépendants de l'aide alimentaire. Dans cette région, le Burkina Faso a cependant jusqu'ici été un rempart empêchant la terreur islamiste de pénétrer dans les pays côtiers du Golfe de Guinée. À cause du COVID19, cette crise existentielle s'est maintenant tellement aggravée qu'elle risque d'aboutir à la dislocation des communautés de vie et des liens sociaux. La région entière est en danger de muter en "Sahelistan" ingouvernable, avec de graves conséquences pour le monde entier.

La spirale descendante au Burkina Faso peut-elle être arrêtée avec exclusivement les moyens mobilisés de la coopération civilo-militaire conventionnelle ? Certainement pas. Les doctrines opérationnelles militaires actuelles (par exemple le G5-Sahel, MINUSMA ou l'Initiative française Barkhane) sont inadéquates à plusieurs égards, voire elles aggravent les conflits. L'augmentation de la coopération conventionnelle au développement n'est pas non plus une solution. Au cours des dernières décennies, elle a obtenu de très mauvais résultats en matière de création de capacités durables. Il est impossible de concevoir de manière réaliste des projets de coopération habituels et une aide d'urgence mode ancien qui arriveraient à soutenir la reconstruction de systèmes entiers de services publics et de programmes complets de création d'emplois pour de larges tranches d'âge de jeunes gens, afin de concurrencer de manière efficace l'offre tentante des groupes djihadistes. Le problème global de la coopération au développement est évident, à savoir que, malgré des succès individuels et partiels, elle n'aide guère à développer des structures qui pourraient atteindre le seuil d'une croissance auto-entretenu. Il est évident que la logique de mettre à disposition « la même chose en plus grande quantité » n'est plus une politique convaincante.

L'initiative, qui est soutenue par l'Association pour les études africaines en Allemagne (VAD e.V.), préconise un engagement coordonné et extraordinaire de la République Fédérale d'Allemagne qui fournit une coopération financière, personnelle et politique si étendue que le pays clé qu'est le Burkina Faso a une vraie chance de faire face aux défis écrasants. Ce document de réflexion, rédigé par le professeur Helmut Asche en consultation avec de nombreux experts régionaux, présente un ensemble vaste de mesures visant à trouver-en collaboration avec des acteurs nationaux et internationaux- une solution globale durable et sûre à la crise existentielle du pays . Une telle opération multidimensionnelle nécessite également, du côté allemand, une forme de coordination opérationnelle entièrement nouvelle.

Les objectifs concrets de cette initiative sont doubles :

- D'une part, elle veut repousser les limites analytiques par un échange approfondi entre la science et la politique („pushing the analytical frontier“). Les descriptions officielles allemandes (et autres) des problèmes de la situation au Sahel, y compris les rapports MINUSMA, sont drastiques, mais elles manquent de profondeur par rapport au consensus des analyses en sciences sociales. Par exemple, elles ne différencient pas suffisamment entre les différents scénarios sociétaux. Les connaissances approfondies d'experts dans les pays sahéliens, bien que disponibles, n'ont jusqu'à présent qu'été prises en compte très partiellement.
- Deuxièmement, l'initiative vise à fournir des conseils sur la manière de combler le fossé évident entre l'analyse de la situation et l'action politique („bridging the policy gap“). Cela concerne à la fois la composante militaire et la composante civile du (re-)renforcement des capacités et de la coopération internationale au développement.

Avant tout, l'initiative est destinée à apporter une contribution significative à l'ensemble des activités, qui visent à stabiliser des pays clés individuels et, au-delà, une région entière.

Des conditions préalables à une vision plus approfondie du problème et à l'élaboration d'alternatives stratégiques pour l'action sont l'implication systématique par le gouvernement allemand : (a) de l'expertise des savoirs scientifiques concernant l'Afrique ; et (b) des organisations de la société civile du Burkina Faso et des pays voisins. À l'heure actuelle, les promoteurs de cette initiative n'ont pas connaissance d'une mise à disposition au gouvernement allemand d'un ensemble de consultations concernant la crise dans les pays du Sahel, ne serait-ce qu'élémentaires englobant le savoir de toutes les sources disponibles citées plus haut .

Dans un premier temps, les initiateurs chercheront à dialoguer avec diverses organisations et décideurs gouvernementaux et de la société civile en Europe et en Afrique de l'Ouest afin de développer avec eux des pistes d'action alternatives qui utilisent activement l'expertise des sciences concernées par l'Afrique.

Un premier podium public pourrait avoir lieu dans le contexte de la conférence de la VAD „Africa Challenges/Défis africains“ 22. – 25.9. 20 à Francfort s. Main.

Informations: asche@uni-mainz.de, hans.hahn@em.uni-frankfurt.de

Die **Vereinigung von Afrikawissenschaften in Deutschland (VAD e.V.)** ist ein Zusammenschluss von Afrikawissenschaftler*innen verschiedener Disziplinen. 1969 gegründet, sieht die VAD ihre Aufgabe in der Vernetzung der Afrikawissenschaften im deutschsprachigen Raum. Die Vereinigung unterstützt die afrikabezogene Forschung und Lehre an Universitäten und anderen Institutionen. Sie fördert den interdisziplinären und internationalen Austausch sowie den Ausbau und die Aktualisierung der diesbezüglichen Forschungsinfrastruktur. Im Zweijahresrhythmus veranstaltet die Vereinigung internationale Fachtagungen an zu Afrika arbeitenden Instituten in Deutschland. Derzeit hat die Goethe-Universität den Vorsitz inne.

Prof. Helmut Asche ist Hochschullehrer im Ruhestand. Er lehrte an den Universitäten Leipzig und Mainz.

HerausgeberIn: Der Vorsitzende der Vereinigung für Afrikawissenschaften in Deutschland (VAD e.V.), Prof. Dr. Hans Peter Hahn, Institut für Ethnologie der Goethe-Universität Frankfurt, Tel. +49 69 798 32072, Email: hans.hahn@em.uni-frankfurt.de